

Arrondissement de NIMES
MAIRIE DE VERS-PONT DU GARD (30210)

N° 20151202 - 08

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 2 DECEMBRE 2015**

Nombre de Conseillers : L'an deux mille quinze,
En exercice: **19** le deux décembre à 18 heures 30,
Présents : **16** le Conseil Municipal de la Commune de VERS-PONT DU GARD,
Votants : **19** dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Mairie,
sous la présidence de Monsieur Olivier SAUZET, Maire.

PRESENTS : Olivier SAUZET, Denise FORT, Myriam CALLET, Raymond BASTIDE, Didier BELE, Laurent MILESI, Jean-Marie SENO, Françoise RALLET, Michèle OZIOL, Thierry CHAUDANSON, Nicolas BOSC, Nadia DELJARRY, Marina SORBIER, Annita BAJERSKI, Jean IAMPIETRO, Françoise RODRIGUEZ.

ABSENTS : Laurence BLOM (procuration à N. BOSC), Fabrice ALARCON (procuration à T. CHAUDANSON), Guy SAUROIS (procuration à F. RODRIGUEZ).

Les conseillers présents, représentant la majorité des membres en exercice, ont procédé, conformément à l'article L 2121-15 du CGCT, à la désignation de Marina SORBIER en qualité de secrétaire de séance.

Objet 8 – REVISION DU POS VALANT ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-6 à L.123-13 et L.300-2 dans leur rédaction issue de la loi n°366-2014 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain ;

Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement dite « Grenelle » ;

Vu la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;

Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt ;

Monsieur le Maire expose que le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la Commune, approuvé le 22/09/1983, révisé le 09/12/1993 et modifié le 28/11/2006, est encore à ce jour le document de référence pour l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Il s'avère que ce POS, document d'urbanisme qui fixe les règles d'occupation et d'utilisation du sol sur le territoire communal, ne correspondait plus ni aux exigences de l'aménagement de la Commune, ni aux besoins de ses habitants et usagers, ni aux diverses évolutions réglementaires.

Ces raisons ont naturellement poussé la précédente mandature à le mettre en révision, valant élaboration du PLU, par délibération en date du 27/10/2003.

Malheureusement, au bout de douze années de travail, cette révision n'a toujours pas été menée à son terme, et le POS continue de s'appliquer sur l'ensemble du territoire communal.

Monsieur le Maire insiste sur l'opportunité et l'intérêt pour la Commune de se doter d'un Plan d'Urbanisme.

En vue de favoriser le renouvellement urbain et préserver la qualité architecturale et l'environnement, il importe que la Commune réfléchisse sur ses orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durable.

REÇU EN PREFECTURE

Le 04/12/2015

Application agréée E-legalite.com

030-21300346-0-20151202-UPG_20151202-08-DE

Il apparaît nécessaire de définir clairement l'affectation des sols et d'organiser l'espace communal pour permettre un développement harmonieux de la Commune conformément aux articles L.123-1 à L.123-20 et R123-1 à R.123-25 du Code de l'urbanisme, relatifs aux plans locaux d'urbanisme.

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Uzège Pont du Gard approuvé le 15/02/2008, mis en révision le 12/12/2012.

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte du travail accompli, mais que toutefois l'analyse des études existantes fait apparaître la nécessité de procéder à des ajustements, tant au niveau du diagnostic initial que des objectifs retenus, ainsi que des modalités de leur mise en service.

Considérant le « porter à connaissance » du nouveau PPRI de 2014.

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter le document d'urbanisme communal à l'évolution du contexte légal et réglementaire, et notamment aux lois dites SRU, UH, ENL, Grenelle 2 et ALUR, et aux nouvelles orientations de la municipalité en matière d'urbanisme.

Le Conseil Municipal, les explications entendues, et après avoir délibéré, à l'unanimité, DECIDE :

- 1) De prescrire la révision du POS valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal, selon les modalités définies aux articles L.123-6 à L.123-12 du Code de l'Urbanisme ;
 - 2) De préciser les objectifs poursuivis par la révision :
 - a. AXE 1 : PRÉSERVER LE CARACTÈRE «VILLAGEOIS» DU CENTRE ANCIEN
 - Poursuivre et intensifier les actions de réhabilitation du cœur de village
 - Préserver et aménager les entrées de village au nombre de 5
 - Requalifier les places et placettes publiques
 - b. AXE 2 : STRUCTURER LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DE LA COMMUNE
 - Privilégier l'urbanisation des quartiers en continuité du centre ancien
 - Organiser et structurer l'extension urbaine
 - Encadrer et finaliser la composition des quartiers
 - Maintenir la consommation des espaces
 - Améliorer le maillage des voies de circulation
 - Habitat et mixité sociale
 - c. AXE 3 : DIVERSIFIER ET SOUTENIR LE TISSU ÉCONOMIQUE
 - Favoriser l'implantation de nouvelles activités artisanales ou commerciales
 - Pérenniser l'activité agricole
 - Réaménagement des carrières
 - Renforcer l'attrait touristique de la commune
 - Intégration du projet de voie verte dans la traversée du territoire
 - Favoriser l'émergence des énergies renouvelables
 - Développement de la communication numérique
 - d. AXE 4 : PRÉSERVER LE PAYSAGE ET LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE ET DE L'ENVIRONNEMENT
 - Préserver les grands espaces naturels
 - Le maintien de la zone agricole, composante du territoire
 - Valoriser la qualité paysagère et urbaine
 - Prise en compte des risques et nuisances
 - 3) De fixer les modalités de la concertation publique associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;
 - a. Affichage de la présente délibération ;
 - b. Insertion dans la presse locale d'un avis informant la population de la délibération prise par le conseil municipal ;
 - c. Mise à disposition en Mairie des documents ou études validés par la Commission d'Urbanisme, au fur et à mesure de l'avancement de l'élaboration du PLU ;
 - d. Mise à disposition du public d'un registre à feuillets non mobiles déposé en Mairie, accessible aux heures d'ouverture habituelles, destiné à recueillir ses observations et suggestions ;
- Le 04/12/2015 l'élaboration du PLU (diagnostics et enjeux, PADD, zonage et règlement) ;

REÇU EN PREFECTURE

Le 04/12/2015

Application agréée E-legalite.com

030-213003460-20151202-UPG_2015120208-DE

- f. Publication dans le bulletin municipal des informations relatives à l'avancement du projet d'élaboration du PLU ;
- g. Publication sur le site internet de la Commune des informations relatives à l'avancement du projet d'élaboration du PLU ;
- h. Tenue de réunions publiques dont les lieux et dates seront préalablement portés à la connaissance du public (notamment par affichage) ;
- i. Rencontre sur demande de rendez-vous avec les élus en charge du dossier ;

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

- 4) Que, les personnes publiques associées dans le cadre de la rédaction d'un PLU sont les suivantes :

COLLECTIVITES TERRITORIALES

o Monsieur le Président du Conseil régional du Languedoc Roussillon
201, Avenue de la Pompignane
34064 MONTPELLIER Cedex2

o Monsieur le Préfet du Gard
10 avenue Feuchères
30 045 NIMES Cedex 9

o Monsieur le Président du Conseil Général du Gard
Hôtel du département
3 rue Guillemette
30044 NIMES cedex

CHAMBRES CONSULAIRES

o Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat
904, avenue du Maréchal Juin
CS 83012
30 908 NIMES Cedex 2

o Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie
12, rue de la République
30 032 NIMES Cedex 1

o Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture
Mas de l'Agriculture
1120, route de St Gilles
BP 80054
30 942 NIMES Cedex 1

SERVICES DE L'ETAT

o Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard- DDTM
89, rue Wéber
CS 52002
30907 NIMES Cedex 2

o Monsieur le Directeur Direction Départementale des Territoires et de la Mer - DDTM
Service d'Aménagement Territorial Gard Rhodanien
32, bd de Lattre de Tassigny
30400 Villeneuve lez Avignon

o Monsieur le Directeur de la Direction Régionale des Affaires Culturelles - DRAC
5, Rue de la Salle l'Evêque
CS 49020
34967 MONTPELLIER Cedex 2

o Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de la Santé - ARS
Délégation territoriale du Gard - ARS
6, rue du Mail
30 906 NIMES Cedex 2

o Monsieur le Directeur régional de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - DREAL
520, allée Henri II de Montmorency
34064 MONTPELLIER Cedex2

REÇU EN PREFECTURE

le 04/12/2015

Application agréée E-égalité.com

o Monsieur le Directeur du Service Territorial d'Architecture et du Patrimoine - STAP
2, rue Pradier
30 000 NIMES
o Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendies et de Secours - SDIS
281, avenue PAVLOV
BP 48069
30932 NIMES Cedex 9

AUTRES

o Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pont du Gard
21 bis avenue du Pont du Gard
30 210 Remoulins
o Monsieur le Président
Syndicat Mixte du SCoT de l'Uzège – Pont du Gard
9 avenue du 8 mai 1945
30 703 Uzès
o Communes limitrophes – uniquement à leurs demandes
o Association agréée protection de l'environnement - Si existante
o Monsieur le Président de Institut National des Origines et de la Qualité - INOQ
Délégation territoriale du Languedoc-Roussillon - Service départemental du Gard
La Jasse de Maurin
34970 Lattes
o Monsieur le Président
CNPFP – Centre national de la propriété foncière
Agence départementale du Gard
288 chemin Blaties
30140 Bagard
o Office National des Forêts (ONF)
Agence interdépartementale Hérault – Gard
505, rue de la Croix Verte
Parc Euromédecine
BP 74208
34094 Montpellier Cedex 05

- 5) Que, conformément aux dispositions de l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, le PLU sera révisé en collaboration avec l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre ;
- 6) De donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de service concernant l'élaboration technique du PLU ;
- 7) De continuer la collaboration de la Commune pour cette mission avec le cabinet d'études URBA-PRO, chargé de la réalisation des études nécessaires à l'élaboration du PLU ;
- 8) De solliciter l'Etat, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, en vue d'obtenir une compensation financière pour couvrir les dépenses entraînées par les études et l'établissement des documents ;
- 9) Que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'étude du Plan Local d'Urbanisme seront inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre 20 – article 202) en section d'investissement et que les dépenses donneront droit aux attributions du Fonds de Compensation pour la TVA.

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée au préfet, au président du conseil régional, au président du conseil départemental et, le cas échéant, au président de l'établissement public prévu à l'article L. 122-4, ainsi qu'au président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains et, si ce n'est pas la même personne, à celui de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat dont la commune est membre, au syndicat d'agglomération nouvelle et aux représentants des organismes mentionnés à l'article L. 121-4. Lorsque la commune est limitrophe d'un schéma de cohérence territoriale sans être couverte par un autre schéma, la délibération est également adressée à l'établissement public chargé de ce schéma en application de l'article L. 122-4.

REÇU EN PRÉFECTURE

le 04/12/2015

Application agréée E-legalite.com

030-213003460-20151202-UPG_2015120206-DE

Conformément à l'article R.130-20 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera transmise pour information à l'Institut National de l'Origine et la qualité (INAO)

Conformément à l'article R.130-20 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera transmise pour information au Centre National de la propriété forestière

Conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier pourra être consulté.

Elle sera exécutoire à compter de sa réception en Préfecture et de l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues au premier alinéa de l'article R.123-25.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,



REÇU EN PREFECTURE

le 04/12/2015

Application agréée E-legalite.com

030-213003460-20151202-UPG_2015120208-DE